

Sommaire de Vigilances n°109



Club des Vigilants

POUR APPRIVOISER L'AVENIR



Edito – Vingt ans de perdus 3 grands dangers qui perdurent, par Marc Ullmann	page 1
Alertes-France	
Diagnostic post électoral , par M. U.	page 2
La France frémit Attention à l'ébullition, par M. U.	page 2
Monnaie et lien social Les deux ont pour maître mot la confiance, par M. U.	page 2
Les Français à Sotchi : vive la nouveauté ! Les jeunes sont innovants, par Michel Chevet	page 2
Retour vers le passé ... l'âge des insectes La loi Labbé va interdire les insecticides efficaces, par Jean-Luc Heinrich	page 3
Gagner la bataille économique en Afrique La Malaisie y est plus dynamique que nous, par Groupe Afrique	page 4
L'Alerte ukrainienne	
Ukraine/Russie : Je te tiens, tu me tiens par le gazoduc Interdépendance de voisinage, par Jean-Claude Hazera	page 5
Crimée : l'heure du ressentiment Comme un goût de revanche, par M. U.	page 5
Si l'Europe avait approfondi avant de s'élargir ... Où s'arrêterait le désir actuel de reconstitution de l'ex URSS ? Par J-C. H.	page 5
Rétrovigilance	
Le regard de François de Closets sur : <i>Vigilances n° 90 – avril 2011</i>	page 6
Alertes-Monde Arabe	
Egypte : Avenir démocratique ou Dérive autoritaire ? A Sissi ne veut pas gouverner contre le peuple, par Joseph Houry	page 7
Arabie Saoudite : Frankenstein schizophrène Peur des djihadistes et fabrique à djihadistes, par Meriem Sidhoum Delahaye	page 8
Carton rouge/carton vert	
Les derniers cartons, par le petit observatoire du long terme	page 9
Alerte-Société numérique	
Sécurité informatique : une militarisation croissante En France comme ailleurs, par Bruno Kerouanton	page 11
LU-VU	
Pascal Lamy ou l'Europe au cœur	page 12
Nouveaux sites	page 12
La vie du Club	
A noter dans vos agendas	page 13
Evénements de nos partenaires	page 13
Manifestations co-organisées par le <i>Club</i>	page 14
Soirée d'accueil des nouveaux membres	page 15

Vigilances N°109

La lettre du



Club des Vigilants

POUR APPRIVOISER L'AVENIR



Avril 2014

Vingt ans de perdus

« *Que deviendrait le monde si, demain, des **dictateurs fanatiques ou mafieux** disposaient de bombes atomiques ?*

*A quoi ressemblerait le monde si **des milliards d'enfants faméliques** se pressaient aux portes des pays nantis ?*

*Dans quel état serait le monde si **des catastrophes écologiques** se multipliaient et si les ressources de notre planète étaient menacées d'épuisement ?*

Ces trois immenses dangers pèsent sur notre avenir. Aucun ne peut être écarté par des politiques menées à l'échelle nationale. La dissémination des armes de destruction massive, la montée des fanatismes, la rupture des équilibres démographiques, l'aggravation de la misère, les menaces sur l'écologie ne pourront être combattues que par des actions concertées d'une ampleur jusqu'ici inconnue. Mais seules les nations robustes et à la démocratie vigoureuse trouveront la force de s'unir pour concevoir et mener à bien ces actions. Notre premier devoir, à nous autres Français, est de réparer notre propre maison, de balayer devant notre propre porte. »

Ces lignes, je les ai écrites en 1994 comme prologue à un livre*. Les membres du **Club** constatent tous les jours qu'elles restent – hélas ! - d'actualité.

La gouvernance, qu'elle soit mondiale ou européenne, n'est pas à la hauteur des défis à relever. Les peuples peinent à prendre conscience de leurs intérêts communs. Leurs dirigeants, du coup, s'acharnent à légitimer et à défendre leurs intérêts spécifiques. Le reste passe après. Au total, la défiance l'emporte sur la confiance.

En France c'est pareil à l'échelle nationale. Il suffit de remplacer l'expression "intérêts spécifiques" par "intérêts particuliers" (pour les nantis) et "avantages acquis" (pour les autres) pour avoir une idée de la situation. Les actions annoncées par le président de la République restent à l'état virtuel. Pour qu'elles soient menées à bien, il ne suffira pas que **Manuel Valls**, le nouveau Premier Ministre, fasse preuve d'autorité, **il faudra que chaque Français pense à l'intérêt commun et se comporte en conséquence.** A défaut, ce sera bien avant 2034, que la dégringolade sera consommée.

C'est maintenant que se construit l'avenir. Pas dans vingt ans. Ni à la Saint-Glinglin

Marc Ullmann

* Marc Ullmann, "*L'Etat c'est nous*", Editions Calmann-Levy (262 pages, 1994)

Alertes-France



Diagnostic post électoral

Quand on dort mal, on se tourne de l'autre côté !!!

Marc Ullmann

La France frémit

La France est en état de **frémissement** comme on dit de l'eau qui ne bout pas encore. Le chômage stagne. Les fins de mois sont de plus en plus difficiles pour de plus en plus de gens. L'équilibre de la nation semble tenir uniquement au fait que les Français ne sont pas, pour le moment, **d'humeur violente**. Ils se consolent avec des petits bonheurs intimes. Mais si le "Pacte de responsabilité" ne connaît pas des succès assez précoces pour faire vraiment **reculer le chômage**, malgré l'énergie de **Manuel Valls**, nouveau Premier Ministre, des soubresauts sont à craindre.

M. U.

Monnaie et lien social

Le **lien social** est affaire de **confiance**. S'il se confine à la famille, au clan, à la tribu, il ne reflète que des rapports personnels plus ou moins éloignés. Pour qu'il englobe différents groupes, notamment sociaux ou nationaux, il faut un support matériel. Ce support, c'est **la monnaie**.

La relation joue dans les deux sens. Là où il n'y a plus confiance dans la monnaie, le lien social se délite ; et, là où le lien social est rompu, la confiance dans la monnaie s'évapore.

Question : quels sont les seuils dans les divers pays d'Europe ?

M. U.

Les Français à Sotchi : vive la nouveauté !



Aux J.O. de Sotchi la France n'a pas particulièrement brillé dans les disciplines "historiques" par contre elle a connu des résultats superbes dans les nouvelles épreuves - près de la moitié de son butin des JO - telles que le snowboard et le ski freestyle et un triplé qui fera date en skicross. Voilà enfin un **signe encourageant**.

Les jeunes sont attirés par le nouveau ; **ils ne sont ni frileux ni demeurés** et les start-up, qu'elles soient économiques ou sportives les séduisent. Que cela soit médité par tous les barbons de la politique.

Michel Chevet

Retour vers le passé ... l'âge des insectes



Qui prend encore le temps d'écouter les anciens nous décrire leur condition de vie ? **Qui se souvient des famines et des maladies qui ravageaient nos contrées** ? Qui se souvient de ce combat quotidien et en désespérance de nos grands-parents contre les insectes, ravageurs et maladies de tout poil.

A Sète, petit port charmant, mon beau père alors enfant allait à l'école avec des chaussettes sur les mains en guise de gants tellement il y avait de moustiques.

Pourtant, en ce mois de janvier 2014, les despotes éclairés de l'écologisme ont décidé qu'il nous fallait revenir au bon vieux temps de la prohibition. Ils ont fait voter la loi Labbé.

La loi Labbé comprend trois articles :

- l'article 1er interdit, à compter du 1er janvier 2018, aux personnes publiques (État (parcs nationaux), régions (parcs naturels régionaux...), communes, départements, groupements ainsi que les établissements publics) propriétaires d'un domaine public ou privé, d'utiliser des produits phytopharmaceutiques, à l'exception des préparations naturelles peu préoccupantes (PNPP), pour l'entretien des espaces verts, de forêts et de promenades ;

- l'article 2 dispose que la mise sur le marché, la délivrance, l'utilisation et la détention des produits phytopharmaceutiques à usage non professionnel sont interdites, à compter du 1er janvier 2018 ;

- l'article 3 demande au gouvernement de produire un rapport sur les freins tout à la fois juridiques et économiques qui empêchent le développement de la fabrication et de la commercialisation des préparations naturelles peu préoccupantes (PNPP) avant le 31 décembre 2014.

On oppose ici le synthétique et le naturel, diabolisant le premier et donnant un a priori bénéfique au second sans l'étayer par des arguments scientifiques solides.

En fait, ce qui est vraiment préoccupant c'est **cette tyrannie du global**.

On décide sans prendre en compte les conséquences, sans vraies études d'impacts, tout en sachant ou en feignant de ne pas savoir (cf. l'article 3) qu'il n'y a pas de solutions de remplacement, les PNPP n'étant pas du tout efficaces (si c'était le cas, elles seraient déjà sur le marché). On y parle en effet de freins juridiques et économiques mais pas du tout des freins techniques comme le manque d'efficacité des PNPP.

S'agit-il de bêtise, d'ignorance, ou d'une volonté délibérée de nuire ?

S'il est vrai qu'il n'y a pas de vérité absolue, cela vaut aussi, je crois, pour cette loi de compensation inique vautrée dans un dogmatisme de salon, bien loin du terrain et d'un réel pragmatisme.

Les produits phytopharmaceutiques ne seraient-ils là que pour nous empoisonner ? **Comment allons-nous traiter les problèmes liés aux moustiques et maladies associées** (paludisme, dengue, chikungunya), aux poux de nos chérubins, tiques du chien, puces, blattes, termites, aux mouches, guêpes, aux rongeurs, sans parler de l'entretien de nos jardins floral ou légumiers ? Faudrait-il faire systématiquement appel, et c'est bien de cela qu'il s'agit, à des professionnels (avec les coûts qui y sont associés) pour régler des problèmes privés ?

Mais bien sûr, tout progrès mérite quelques sacrifices ... mais s'agit-il vraiment de progrès ?

Jean-Luc Heinrich

Gagner la bataille économique en Afrique : des révisions s'imposent ...

En raison d'un développement rapide démographique (**près de 2 milliards d'habitants prévus en 2050, dont plus de 600 millions de francophones !**) et d'une croissance économique forte, régulière et, pour l'instant, indépendante de la crise, de nombreux pays se pressent en Afrique. On évoque naturellement la Chine, la Turquie, le Brésil. Mais d'autres, plus petits, moins visibles sont également très dynamiques sur ces marchés émergents.

Ainsi la Malaisie. Avec un stock d'investissements directs en Afrique de 19 milliards \$ (2011), elle **devance la Chine et l'Inde** et se trouve **en 3^{ème} position après la France et les USA**. Ses investissements portent sur l'agro-industrie (arachide, soja, huile de palme), le pétrole, les forêts, les infrastructures et les nouvelles technologies. De plus son expertise dans la finance islamique lui ouvre la porte de nombreuses institutions financières.

Sa présence, continuation du soutien historique à l'African National Congress en Afrique du Sud, est le fait d'entreprises publiques (Petronas, Telecom Malaysia, etc.), de banques (ICB International Commercial Bank, présente dans 15 pays d'Afrique), du fond public d'investissement Khazanah (enveloppe de 50 millions \$ pour prise de participations dans des entreprises moyennes) et de PME pour lesquelles le côté multi-ethnique de leur pays (malais, chinois, indien) est un atout et facilite les relations avec les africains (environ 200 000 Malaisiens sont déjà présents en Afrique du Sud).

La Malaisie est donc dynamique en Afrique, alors que, nous le savons, **la France fait plutôt du sur-place**. Pourtant, comme le dit Lionel Zinsou, récemment invité à un petit déjeuner des Vigilants, « **les marques françaises sont pré-vendues** » en Afrique occidentale et centrale.

Nous voulons ici attirer l'attention sur l'un des facteurs qui expliquent la piètre performance de notre pays : **l'inefficience de son dispositif d'aide**.

Certes, l'« Equipe de France Export » est nombreuse. Pas moins d'une dizaine d'acteurs : UBIFRANCE et ses missions Economiques, les Chambres de Commerce et d'Industrie en France, les Chambres de Commerce et d'Industrie à l'Etranger (CCIFE), OSEO, COFACE, les Conseillers du Commerce Extérieur de la France (CCEF), la Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique (DGTPE), le Ministère des Affaires Etrangères (diplomatie économique), la Chambre Permanente des Chambres de Commerce Africaines et Francophones (CPCCAF).

Mais elle souffre de plusieurs maux : elle est **coûteuse** car pléthorique (il est donc tentant de couper dans ses coûts en période de crise), elle **manque de coordination** (les missions de ces différents organismes se recouvrent largement, créant une certaine confusion et un manque de leadership clair) et il y **manque des profils d'entrepreneurs** (elles sont majoritairement constituées de représentants de la fonction publique, on y trouve peu ou pas d'acteurs du secteur concurrentiel).

La Malaisie, a contrario, dispose d'un « guichet unique » : la Matrade (Malaysia External Trade Development Corporation), agence officielle gouvernementale chargée de promouvoir les exportations. Elle dispose d'un Plan stratégique et constitue un véritable fer de lance de l'économie malaisienne à l'étranger et accessoirement en Afrique.

La France doit donc rapidement effectuer un bilan complet de son dispositif, débouchant sur une **simplification drastique, des stratégies pays/secteurs et des objectifs précis**, portés par des **responsables clairement identifiés**.

Faute de quoi nous risquons de rater le prochain train de la croissance africaine.

Groupe Afrique

L'alerte ukrainienne



Club des Vigilants

POUR APPRIVOISER L'AVENIR



Ukraine/Russie : Je te tiens, tu me tiens par le gazoduc

A lire et écouter le ballet des commentaires sur les éventuelles sanctions contre la Russie et les éventuelles représailles de la Russie contre nous on croirait assister à un échange de tennis. **On ne sait plus très bien qui serait le plus ennuyé de l'interruption des livraisons de gaz.** Eux ou nous ? Cette ambivalence signifie qu'il y a une vraie interdépendance entre l'Europe Occidentale et son énorme voisin Russe. Elle n'est pas encore considérable mais elle a évidemment vocation à croître. Ce n'est pas vrai qu'on peut envisager **une guerre économique avec la Russie** comme un embargo sur la Côte d'Ivoire ou même sur l'Iran.

Depuis le début l'approche européenne de cette crise ukrainienne qui se transforme en crise avec la Russie manque de **réalisme**. Il ne fallait pas négocier avec l'Ukraine un accord en forme de pied de nez aux Russes. Il fallait tenir compte du fait que ce pays est un pont entre les deux parties du continent, comme l'a écrit Marc Ullmann, et donc rassurer les Russes.

Certes Poutine est un personnage peu sympathique. Certes **le nationalisme russe est inquiétant**. Mais ils sont à nos portes et ce n'est pas en se racontant des histoires qu'on va gérer cette embarrassante cohabitation.

Jean-Claude Hazera

Crimée : l'heure du ressentiment

Un sauvetage réciproque de face est encore possible mais il ne faut pas se leurrer : toutes les observations en provenance de Russie concordent : les Russes, dans leur immense majorité, approuvent l'action menée par Poutine en Crimée. Elle a **un goût de revanche** après la chute de l'Union soviétique et les déconvenues de la Guerre Froide.

Cela ne vient pas du cerveau mais des tripes. Il n'est pas une famille russe qui ne pleure quelques morts pendant la guerre contre l'Allemagne nazie. En 1945, la récompense était venue : les Popov étaient entrés à Berlin ; la victoire était au rendez-vous.

Mais quelle victoire ? Les États-Unis, qui étaient des alliés, sont devenus des ennemis et ont remporté la seconde manche. Depuis, **ce ne sont plus les Allemands qui font figure d'ennemis mais les Américains**. Il fallait se venger. Et, comme l'Ukraine est près de la Russie, que le nouveau régime ukrainien est trop faible pour défendre ses institutions et que la Crimée est presque au trois quart peuplée de Russes, l'occasion était bonne pour montrer sa force en toute bonne conscience.

Il faudra du temps pour que **des sanctions économiques fassent que la raison l'emporte sur la fierté**. Et encore, ... n'est-ce pas sûr. Les Russes peuvent pousser aux troubles dans l'est de l'Ukraine et ainsi se donner un prétexte pour aller au-delà de la Crimée.

Poutine en aurait moins envie si ses concitoyens le freinaient au lieu de l'applaudir. Comme cela aurait pu être le cas **si les États-Unis, après leur "victoire" dans la guerre froide avaient été aussi compréhensifs avec les Russes qu'ils l'ont été avec les Allemands après la deuxième guerre mondiale**.

Marc Ullmann

Ukraine/Russie : Si l'Europe avait approfondi avant de s'élargir...

Nous nous inquiétons **des désirs de reconstitution de l'ex URSS** que dénote l'annexion de la Crimée.

Nous nous inquiéterions peut-être aussi de désirs de reconstitution de l'ex bloc soviétique si l'Union Européenne n'avait pas accepté **un mouvement d'élargissement rapide aux pays d'Europe de l'Est** qui rend cette hypothèse aujourd'hui inconcevable.

Certes l'intégration des pays Baltes, de la Pologne, de la Hongrie, de la Bulgarie, de la Roumanie et autres composantes de l'ex Yougoslavie et de l'ex Tchécoslovaquie n'ont pas simplifié la vie de l'Union.

Mais la crise actuelle nous rappelle **leur signification profonde**.

J-C H

Rétrovigilance : avril 2011(N°90)

Par François De Closets



Il y a trois ans, le monde était submergé par les printemps arabes. En avril-mai 2011, à la suite de soulèvements purement populaires, les régimes de Ben Ali et de Mubarak étaient tombés, la France venait d'intervenir en Lybie et l'opinion voulait croire que, d'un pays à l'autre, le grand souffle libérateur allait balayer les régimes autocratiques et imposer la démocratie. Il était pourtant évident à lire notre bulletin que l'on s'était engagé avec des idées simples, voire simplistes, dans un Moyen Orient compliqué.

Comment les Vigilants percevaient-ils cette situation ? Première constatation : « La **Tunisie** fait figure de test, si la démocratie ne peut gagner, elle ne pourra s'imposer nulle part ailleurs. » Pour l'**Egypte**, « c'est une toute autre affaire », qui, entre l'armée et les Frères Musulmans, ressemble déjà à un « casse-tête ». Quant à l'intervention qui commence en **Lybie**, elle suscite de nombreuses interrogations.

La France, estime-t-on, a cédé à l'urgence sans prendre le temps d'examiner « les contre-arguments ». Nous risquons donc de voir la disparition du régime Kadhafi déboucher sur une « zone de non droit », le pays s'installer dans une longue guerre civile, la France et la Grande-Bretagne se faire accuser de néo colonialisme, le marché pétrolier se retrouver déstabilisé, etc. Bref, concluait le Bulletin, il appartient à la France de s'expliquer et de montrer qu'elle « n'a pas été seulement guidée par l'émotion sans comprendre la complexité des enjeux. »

Au passage, les Vigilants ont justement analysé le jeu de la télévision **Al Jazeera**. Derrière la télévision arabe se trouvent les « Frères Musulmans » écrasés par les régimes autoritaires et qui entendent tirer les marrons du feu révolutionnaire. Avec une interrogation nouvelle : la propagande de Al Jazeera suffira-t-elle à faire basculer la Syrie, qui commence à bouger, à l'image de ce qui s'est passé en Tunisie et en Egypte ? Mais il était bien montré en arrière-plan le jeu de la **Turquie** et de l'**Iran** cherchant à étendre leurs zones d'influence. Tandis que l'Irak n'en finissait pas de se déchirer entre le camp sunnite et le camp chiite.

Trois ans plus tard, les illusions de l'instantanéisme émotionnel et simplificateur se sont dissoutes. La Tunisie seule, comme prévue, a fini par progresser dans la voie de la démocratie. L'Egypte, dévastée sur le plan économique, n'échappe à l'islamisme que pour retomber dans le militarisme. La Lybie est bien devenue une zone de non-droit et un foyer de déstabilisation. Quant à la situation syrienne, elle a atteint un tel degré de complexité que nul n'est plus en état de proposer une solution et que le monde assiste impuissant au massacre de la population.

Cette évolution du Moyen Orient sur trois ans est à l'image d'une évolution générale depuis un quart de siècles, qui rend notre monde toujours plus complexe, toujours plus incompréhensible, plus imprévisible, plus insaisissable. Le monde simple, c'était celui des Trente Glorieuses, quand les deux idéologies impériales écrasaient la diversité des peuples. Il y avait trois blocs : **le camp capitaliste, le camp communiste, le Tiers Monde** et un mode d'emploi qui tenait en quelques lignes. Rien de plus simple que l'écrasement de l'insurrection tchécoslovaque à Prague en 1968. Les bons d'un côté, les mauvais de l'autre et nous au balcon gorgés d'impuissance et d'indignation.

Depuis la disparition de la brutale simplification soviétique, les peuples font entendre leur diversité. Nous avons vu éclater la Yougoslavie, se multiplier les conflits à la périphérie de la Russie. Comprenons-nous toujours les enjeux, retrouvons-nous notre grille de lecture morale dans des situations aussi diverses, aussi complexes ? Et voilà que l'**Afrique**, à son tour, fait craquer la simplicité héritée du colonialisme. La **Côte d'Ivoire** se révèle un pays double menacé d'éclatement. Où sont les bons, où sont les méchants ? Comment intervenir, comment ne pas intervenir ? Puis c'est le tour du **Mali**, de la **République Centrafricaine**. Dans tous les conflits, les grandes fractures mondiales : chrétiens-musulmans, sunnites-chiites, Occident-Asie se combinent aux spécificités locales pour nous présenter un spectacle indéchiffrable.

L'analyse des Vigilants sur la nécessité de saisir cette nouvelle complexité se terminait, mais oui, sur « l'impossible choix de l'Ukraine ». Tout était annoncé sur la situation de ce pays « écartelé » qui ne pouvait se couper ni de la **Russie**, ni de l'**Europe**. « Il faudrait donc imaginer des modalités *ad hoc* » pour permettre à l'Ukraine de faire le pont entre les deux mondes. Faute d'avoir traité le problème à temps, c'est à chaud qu'il nous faut aujourd'hui trouver une solution. La vigilance est plus que jamais nécessaire pour rendre intelligible et saisissable un monde irrémédiablement différent de nos images anciennes.

François de Closets

Alertes-Monde arabe



Club des Vigilants

POUR APPRIVOISER L'AVENIR



Egypte : Avenir Démocratique ou Dérive Autoritaire ?

L'Égypte est une **pièce maîtresse** sur l'échiquier du Monde Arabe. Nous vivons à un moment où, sous l'influence des idéologies fondamentalistes fermées au progrès, les vents terroristes soufflent sur l'ensemble des pays arabes. Les risques de propagation de ces vents vers le monde moderne ne sont pas mineurs. Sans la diffusion **d'une contre-idéologie ouverte au progrès**, il ne peut pas y avoir de victoire durable sur le terrorisme. Pour l'abattre, il faut vaincre le mode de pensée extrême qui le légitime.

Qui plus que l'Égypte est mieux placé pour le faire ? L'Égypte pèse très lourd que ce soit du point de vue sociodémographique, plus de 80 millions d'habitants, ou du point de vue culturel, plus de 70% de la production culturelle dans le monde arabe.

Des études de terrain et des observations de longue durée montrent **que l'Égypte a commencé à adopter les mêmes tendances socio-culturelles qui sont apparues en Europe dans les années 80** et qui caractérisent ce qu'Alain de Vulpien appelle la deuxième modernité. Cette deuxième modernité est notamment faite d'une demande d'autonomie, de rejet des contraintes et de l'autorité hiérarchique, d'ouverture aux autres et d'un apprivoisement de la complexité, bref de tout ce qui s'oppose à ce que l'islamisme salafite est en train de prêcher.

C'est le plein développement de ces tendances socio-culturelles, qui a conduit à ce que les gens ordinaires, des gens qui répondent à l'appel d'autres gens comme eux (et non pas à l'appel de leaders, ou de partis ou de syndicats), **renversent le régime Mubarak** en 2011 et **puis renversent le régime des Frères musulmans** en 2013, qui, par leur comportement dogmatique et autoritaire, ont antagonisé l'évolution des mentalités en Égypte.

L'Égypte s'oriente aujourd'hui vers de nouvelles élections présidentielles, et le maréchal Abdel Fattah Al Sissi est donné comme favori. **Al-Sissi avait donné le dernier coup de boutoir qui a achevé les Frères Musulmans** au mois de Juin dernier. Mais il ne l'a pas fait sans s'être assuré une couverture populaire inédite (une marche de 14 millions de personnes selon le Time Magazine), et une couverture des institutions religieuses musulmanes et chrétiennes et de diverses institutions et partis politiques.

Depuis à tous les grands tournants politiques il a demandé l'aval du peuple. Beaucoup plus que n'importe quel autre dirigeant arabe, le mot peuple revient fréquemment dans son discours. A ses côtés se profile Amr Moussa, l'ex-ministre des Affaires Etrangères, que Mubarak avait écarté. Homme libéral, Amr Moussa a présidé la commission qui a donné à l'Égypte une nouvelle constitution, sans doute l'une des plus modernes du monde Arabe tant du point de vue des libertés que des droits de la femme.

Selon toute probabilité l'avenir de l'Égypte sera démocratique. Mais les risques de dérive autoritaire demeurent présents. En effet les institutions Égyptiennes ne sont pas familières avec la démocratie et il est à craindre que certaines habitudes passées ne reprennent le pas. Il est à craindre aussi que les actions terroristes qui se multiplient aujourd'hui et qui ont visé récemment un bus de touristes, ne conduisent pas à une politique plus restrictive des libertés.

Selon le célèbre psychosociologue Stanley Milgram, réputé pour ses travaux sur l'autorité : *« Ce n'est pas tant le genre de personne qu'un homme est, mais plutôt le genre de situation dans laquelle il se trouve qui détermine comment il agira. »*

Il faudra donc veiller à ce que « la situation » en Égypte ne dérape pas, comme le laissent craindre les récentes condamnations à mort en masse.

L'Union Européenne s'est rendue compte du dérapage Libyen un peu tard. Elle vise aujourd'hui à enrayer le processus par **des programmes qui favorisent une « démocratie profonde »**. Le point commun de ces programmes est de « promouvoir la transparence et la responsabilité des institutions et une société civile forte ». En même temps ils soutiennent « la diversification de l'économie et la création d'emplois tout comme les partenariats avec les entreprises et les investisseurs ». Ne faudrait-il pas, à titre préventif, penser à des programmes pareils en Egypte ?

Joseph Khoury

Arabie Saoudite : Frankenstein schizophrène

L'Arabie Saoudite vient **de placer les Frères musulmans dans la liste des organisations terroristes** aux côtés d'Al-Qaïda, de l'Etat islamique en Irak et au Levant et du Front Al-Nosra. Selon Le Monde, ces décisions seraient motivées par les craintes croissantes du royaume du retour de Saoudiens adeptes du djihad en Syrie et ailleurs.

L'introspection des autorités saoudiennes s'arrête, hélas, là. Ils ne cherchent pas, ou si peu, à s'attaquer **aux racines de ce fanatisme**. Or, ces dernières se trouvent notamment dans le système éducatif, et en particulier dans les manuels. Voilà ce qu'écrit, concernant les manuels, le journaliste saoudien Jamal Khashoggi dans Al Hayat, publié à Londres : « *Le sujet des manuels se compose de deux volets. Le premier est la part prépondérante accordée à la religion et à la langue arabe au détriment des sciences et des mathématiques ; le second est le contenu de l'enseignement religieux (...) mis au service d'une vision étroite et intolérante qui ne correspond pas à l'ouverture de notre pays sur le monde (...)* ».

Vus les conservatismes de la société saoudienne et le poids des associations religieuses, autant dire que tel Frankenstein et sa créature, **la fabrique à fanatisme** tournera encore longtemps.

Meriem Sidhoum Delahaye

Commentaires : « *Sans nul doute le système éducatif officiel en Arabie Saoudite est-il défaillant, et c'est un Saoudien qui le dénonce. Mais le fondamentalisme djihadiste n'a pas que des adeptes en Arabie Saoudite. Nous en trouvons aussi dans d'autres pays Arabes. On commence à en trouver en Europe, preuve en est les djihadistes Européens en Syrie.*

Il importe de se poser la question si la fabrique à Frankenstein ne se nourrit pas d'une schizophrénie à une échelle plus planétaire, celle qui entend utiliser le terrorisme à des fins tactiques tout en se promettant de l'éradiquer à long terme », estime Joseph Khoury, grand connaisseur du Moyen Orient.

Et il ajoute sous forme de question : « *La condamnation par l'Arabie Saoudite des Frères Musulmans, ne serait-elle pas une forme d'accusation des puissances qui entendent toujours traiter avec eux ?* »

Commentaire qui entraîne la réaction suivante de l'auteur des lignes ci-dessus : « *certes, le fondamentalisme djihadiste n'a pas que des adeptes en Arabie Saoudite.*

Toutefois, il est de notoriété publique que la version saoudienne du fondamentalisme, celle-là même dont le pouvoir saoudien s'inquiète pour son territoire, est soutenue partout dans le monde musulman et ailleurs par ce même pouvoir. Les mosquées et leurs imams les plus "obtus" sont financés par ce même pouvoir. Quant à leur condamnation des Frères musulmans, elle tient, à mon sens, à deux raisons. La première, c'est leur rivalité avec le Qatar ; la seconde à ce que les Frères soient plutôt antimonarchistes. »

Face à cette "lecture" de la politique saoudienne, Joseph Khoury apporte les précisions suivantes :

« *L'Arabie Saoudite ne se perçoit pas comme une monarchie, car la monarchie est étrangère aux traditions islamiques. Le régime est dirigé non par un roi, mais par un "Serviteur des Lieux-Saints". C'est son titre officiel, il n'y a pas de roi.*

Les Frères Musulmans en Egypte ont rétabli l'excision pour les jeunes filles quand ils ont pris le pouvoir, alors que la pratique était légalement interdite. Des cars emmenaient publiquement des jeunes filles en groupe pour être excisées par des "spécialistes" dans des "hôpitaux". L'excision par exemple n'est pas pratiquée en Arabie Saoudite.

Le Qatar est un Etat tolérant, il finance la création d'une Eglise catholique sur son territoire, une première par rapport à son environnement. Pourquoi finance-t-il aussi les Frères Musulmans ?

Il est vrai que la schizophrénie bat son plein, et pas seulement au niveau des "acteurs" directs, mais aussi de la part des "metteurs en scène". »



Le Petit Observatoire du Long Terme décerne tous les mois ses cartons rouges et ses cartons verts. Cartons verts aux bonnes pratiques : celles qui intègrent **la préoccupation Long Terme** dans nos décisions publiques (les décisions politiques) ou dans nos décisions privées (les comportements de particuliers, d'entreprises). Cartons rouges bien sûr aux mauvaises pratiques « court-termistes ».



Carton rouge aux connivences de la haute finance française avec les pouvoirs publics

L'un des principaux risques économiques de moyen et long terme qui pèsent sur l'Europe est le lien qui s'est créé entre les Etats européens et leurs plus grandes banques : ces banques sont devenues incontrôlables et imposent le soutien du contribuable si et quand leurs opérations financières les mettent en danger. Ce risque n'est pas théorique : il explique largement le pire appauvrissement collectif subi par les Européens depuis la seconde guerre mondiale, lors de la dernière crise.

Une caractéristique française aggrave ce risque : la consanguinité de nos élites administratives, politiques et financières. Ces derniers jours ont illustré à trois reprises ces conflits d'intérêt de nos élites financières publiques et privées :

- les déclarations du gouverneur de la Banque de France contre les propositions du commissaire européen Barnier, le faisant apparaître comme le porte-parole des grandes banques ;

- la mise en examen du président de la banque BPCE François Pérol, pour avoir directement suivi la gestation de BPCE avant sa nomination comme secrétaire général adjoint de l'Elysée (et avant comme directeur de cabinet du ministre des finances puis banquier d'affaire chez Rothschild).

- la polémique sur la nomination d'une banquière d'UBS à la commission des sanctions de l'AMF qui nous rappelle que des banquiers siègent toujours dans la commission chargée de sanctionner des banquiers.

Oublions même la morale : il ne faut plus nous habituer à des comportements que la taille des grandes banques rend bien plus dangereux aujourd'hui qu'il y a 20 ans.



Lire les [explications techniques](#)

Carton vert à la mondialisation

*Entre 1990 et 2010, 700 millions de personnes ont quitté l'état d'extrême pauvreté (moins de 1,25 dollars par jour, depuis 2008). L'objectif du millénaire (diviser par deux l'extrême pauvreté) est atteint avec cinq ans d'avance. L'évolution du taux d'extrême pauvreté est spectaculaire pour l'Asie du Sud-est (de 45% à 14%) et la Chine (de 60% à 12%), elle est moins nette en Afrique Subsaharienne (56% à 48%) mais **toutes les régions du monde progressent** ; pour le monde en développement, le progrès mesuré est de 47% à 22%.*

*L'ONU met en avant les micro-initiatives, soutenues par les ONG, dont beaucoup portent sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (développement au-delà des exploitations vivrières, rendement, agriculture d'hiver, protection contre les inondations, garantie de travail aux travailleurs sans terre, micro crédits, alphabétisation financière, etc.). Ces exemples sont remarquables mais expliquent-ils l'ampleur du phénomène ? Les zones où des centaines de millions de personnes ont été tirées de l'extrême pauvreté ont été insérées au cœur des échanges, **c'est la mondialisation qui a sorti 700 millions de personnes de l'extrême pauvreté** ; la mondialisation et la fantastique réorganisation de l'espace industriel à l'échelle planétaire sur laquelle elle repose.*



Carton vert pour la simplification des intitulés des licences et masters

La ministre sortante de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Geneviève Fioraso, a du doigté... Après avoir exploité astucieusement les exceptions à la loi Toubon sur l'usage obligatoire du français dans toutes les activités de l'Etat et avoir permis ainsi le développement des enseignements en langue étrangère malgré l'opposition de maints universitaires, elle a récidivé. En effet, sans attenter à l'autonomie des universités, elle a lancé un "débroussaillage" du maquis des appellations des licences et masters.

A la rentrée de 2014, le nombre des licences sera réduit de 322 à 45 ; celui des masters de 5000 (apparemment nul ne connaît leur nombre exact) à 246. Dans les deux cas, il s'agit d'une simplification du classement de chaque enseignement par domaines (ex : arts-lettres et langues ; droit-économie et gestion...) et par mention (ex : études internationales ; environnement...). Les intitulés de spécialités qui avaient provoqué un foisonnement d'initiatives « autonomes » n'auront plus droit de cité : plus de master du professeur Untel !

Cette initiative facilitera les recrutements de diplômés dans les entreprises, les stages et l'accueil d'étudiants étrangers. Petite réforme ? Certes, encore fallait-il la réaliser malgré les individualismes et les blocages.

Le Petit Observatoire du Long Terme a été mis en place par le groupe Long Terme, animé par Philippe Bois avec Anne Beaufumé, Pierre Michel et Jérôme Cazes. Il est ouvert à tous les membres du Club des Vigilants et se réunit en principe le dernier mercredi du mois. Tous les membres du groupe peuvent proposer des cartons et les décisions sont prises par consensus des présents. La prochaine réunion se tiendra, **mercredi 30 avril**, chez Yves Buchsenschutz, rue de Monceau – 75008 Paris. Prière de le contacter pour avoir le code d'accès : yv.buz@noos.fr

Les précédents cartons verts

Au Ministère de l'Ecologie qui se donne les moyens de prévoir à long terme les risques liés à l'érosion côtière.

Aux autorités de contrôle des activités bancaires et financières pour la rigueur de leurs sanctions.

Au Women's Forum

Les précédents cartons rouges

Au retrait de l'éco-tax

Alerte-Société numérique



Sécurité informatique : une militarisation croissante



L'actualité tend à confirmer une tendance sous-jacente : la sécurité informatique n'est plus une simple affaire de spécialistes, même de professionnels et experts, mais est désormais du ressort des militaires et tend à le devenir de manière exclusive, n'en plaise aux internautes et sociétés privées souhaitant conserver une neutralité vis-à-vis de leurs clients.

Que ce soit en France, avec le départ du patron de l'ANSSI qui reprend la division technique de la DGSE, ou bien encore le rachat des solutions de sécurité informatiques françaises par des sociétés proches du monde de l'armement ; le phénomène se confirme dans la majorité des pays occidentaux. Au sein de ces derniers, de puissantes alliances se discutent afin de former des conglomérats sous contrôle stratégique, qui prendront forme d'ici à quelques années. Toutes les branches de la sécurité informatique sont concernées, des sociétés d'antivirus qui sont de moins en moins enclines à effectuer leur travail d'analyse de maliciel « en toute indépendance », aux sociétés de service et de recherche, fortement incitées à développer des capacités de cyberattaques, financées par des Etats.

Cela n'est pas sans conséquences. Le Protocole additionnel aux Convention de Genève* de 1977 (Protocole I) définit (Art. 52.2) les objectifs militaires comme étant limités aux biens qui, par leur nature, leur emplacement, leur destination ou leur utilisation apportent une contribution effective à l'action militaire et dont la destruction totale ou partielle, la capture ou la neutralisation offre en l'occurrence un avantage militaire précis. Or, la militarisation de ces acteurs tendrait à les inclure dans la définition. Espérons que face à cette nouvelle donne, les "enthousiastes du Cloud" qui prônent l'ouverture et l'interdépendance à outrance, comprendront que ces enjeux, stratégiques, les dépassent, et que la raison primera afin de redescendre des nuages, même numériques.

Lire : [Article 52.2 du Protocole additionnel aux Conventions de Genève](#)

Bruno Kerouanton



Un livre : Pascal Lamy ou l'Europe au cœur

Pascal Lamy a titré « l'Europe au cœur », la deuxième partie du livre qu'il vient de publier* et les deux sens de ce titre sont vrais pour lui. Européen convaincu, ancien directeur de cabinet du flamboyant président de la commission que fut Jacques Delors, ancien commissaire au commerce, l'auteur a toujours l'Europe au cœur. Il est par ailleurs convaincu qu'elle est au cœur de tout et le point de passage obligé de l'avenir positif qu'il essaye de dessiner pour la France, l'Europe et le monde.

Que l'ancien directeur général de l'Organisation Mondiale du Commerce, son plus récent poste, consacre la première partie de ce bref ouvrage à mettre en lumière les bienfaits de la mondialisation face à ceux qui n'en voient que les méfaits n'étonnera personne. Qu'il reprenne l'expression d'un interlocuteur singapourien pour dire que la mission de l'Europe est de « civiliser la mondialisation » surprendra déjà plus ceux qui auraient oublié qu'ils ont à faire à un social démocrate revendiqué. Vue d'ailleurs l'Europe a bien une identité qui est celle d'un espace démocratique où domine une « économie sociale de marché », plus soucieuse que le reste du Monde de réduire les inégalités et de redistribuer les richesses.

Pour que la France « s'éveille » ou se réveille il faut qu'elle accepte la mondialisation comme une réalité et qu'elle ne sous estime pas ses atouts pour y participer avec succès. Mais pour y apporter sa marque, pour orienter cette mondialisation dans des directions plus conformes à notre culture nationale, il y a un point de passage obligé : l'Europe. Pour que l'Europe fonctionne mieux, surtout pas de grande réforme institutionnelle, mais plutôt des inflexions ou conditions et notamment deux. De la première, cet homme prudent parle en filigrane. Il faut que la commission et son président redeviennent une force de proposition et de défense de l'intérêt commun européen face à l'addition des intérêts particuliers que représentent les négociations intergouvernementales. Il raconte un épisode significatif : le programme Erasmus ne serait pas ce qu'il est si la Commission n'avait pas osé un bras de fer avec les états allant jusqu'à retirer son projet qu'elle estimait dénaturé pour obtenir que la discussion reprenne sur ses bases. La deuxième condition pour que l'Europe reparte de l'avant n'a rien de nouveau mais Pascal Lamy en parle avec une flamme particulière : il faut un rapprochement « beaucoup plus étroit » entre la France et l'Allemagne qui restent le moteur de l'ensemble.

Lisez ce livre - il le mérite - et venez en discuter avec Pascal Lamy le jeudi 24 avril au cours d'un petit déjeuner centré sur l'Europe où il sera l'invité de notre **Club**. Vous aurez l'avantage sur les journalistes qui l'ont interrogé dès la sortie de son livre : vous avez le temps de le lire d'ici là pour pouvoir aller plus loin avec lui.

Nous serons à un mois des élections européennes dans lesquels l'auteur compte bien s'impliquer.

Jean-Claude Hazera

* *Quand la France s'éveillera* par Pascal Lamy, Editions Odile Jacob, 175 pages, 17,90 euros.

Nouveaux sites

<http://bleublanczebre.fr/> lancé par Alexandre Jardin avec le slogan « aux armes citoyens », se veut non pas un think tank mais un do tank.

<http://www.scoop.it/t/soyons-confiants-by-bernard-bougel> : Notre ami Bernard Bougel, membre du conseil d'administration et animateur du groupe Afrique s'efforce de collecter les bonnes nouvelles et informations mobilisatrices. Les contributeurs sont bienvenus.

www.groupe-eiffel.eu est un nouveau site de débats sur les affaires européennes lancé par un groupe auquel participe notamment Sylvie Goulard, députée européenne et qui comprend également des économistes. Il s'inspire du groupe allemand Glienicker et cherche à promouvoir le dialogue franco-allemand.

<http://orientxxi.info> est un nouveau site lancé par des journalistes, universitaires et anciens diplomates qui ont « l'Orient au cœur » et veulent « contribuer à une meilleure connaissance de cette région ».

La vie du Club



A noter dans vos agendas

23 avril : responsable des enjeux du numérique pour la France auprès de la Commission européenne, **Gilles Babinet** interviendra sur le thème : « *L'ère numérique, une révolution dans l'évolution* ».

Gilles Babinet est un acteur-clé du monde numérique : multi-entrepreneur depuis qu'il a 22 ans, membre de multiples comités, il vient de publier « *L'Ere numérique, un nouvel âge de l'humanité* » (Editions Le Passeur, 2014).

24 avril : ancien Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), **Pascal Lamy** interviendra sur le thème : « *Quand l'Europe s'éveillera* ».

Pascal Lamy est un des hommes qui connaît le mieux **la mécanique européenne de l'intérieur**. Avant d'être le directeur général de l'OMC, il fut pendant près de dix ans le principal collaborateur de Jacques Delors à Bruxelles et devint quelques années plus tard Commissaire au Commerce.

Initiatives de nos amis

9 avril : **Henry Hermand**, partenaire du **Club** et membre de son Comité d'orientation, n'oublie pas qu'il a été journaliste et directeur de journal. En compagnie d'**Eric Fottorino**, ex-directeur du quotidien **Le Monde**, il se lance dans une « aventure sur papier ». L'hebdo s'appellera « **1** » et le premier numéro sortira mercredi prochain 9 avril.

Certains diront qu'il faut être fou pour lancer un journal en pleine crise de la presse. D'autres penseront que c'est courageux. Connaissant bien Henry, je ne crois pas qu'il soit fou et suis certain qu'il est courageux. Ce qui ne veut pas dire que le pari sera forcément gagnant.

« **1** » en tout cas, sera innovant. Sur le fond comme sur la forme et la politique commerciale :

- « **1** » ira à contre-mode. Au lieu de surfer d'un sujet à l'autre dans tous les numéros, chacun d'entre eux traitera d'un seul sujet sous différents angles.

- « **1** » ne se feuillettera pas, il se dépliera ; il n'y aura ni agrafe ni feuille volante. Les articles seront longs pour que chaque angle puisse être traité à fond : environ 8 articles pour la totalité des 16 pages.

- « **1** » ne contiendra pas de publicité. Son prix de vente en kiosque (**2,80 euros**) sera relativement élevé. L'espoir est que les lecteurs seront friands d'idées et voudront conserver cet hebdo comme certains conservent des revues.

Clin d'œil du calendrier : c'est le 9 avril que **Michel Rocard** épinglera sur le veston d'**Henry Hermand** les insignes de Commandeur de la Légion d'Honneur.

M.U.

19/20 et 21 mai : partenaire du **Club des Vigilants**, **SoL France** accueille le Forum mondial de l'association sur le thème : « *Osons la métamorphose, nouvelles donnes, nouveaux acteurs* ».

31 janvier : une soirée à la Quadrature du net

Certains membres du **Club** ont manifesté à plusieurs reprises leurs inquiétudes sur l'évolution d'internet, les intrusions dans la vie privée et les surveillances de toutes sortes. Y compris en France. A l'invitation de Bertrand Calinou, deux membres du Conseil d'administration Anne Beaufumé et Jean-Claude Hazera ont participé à un « apéro » de la Quadrature du net, association qui se préoccupe de tous ces sujets.

Excellent accueil des vigilants dans le rez-de-chaussée boutique du 11^{ème} qui abrite cette association. Ambiance... estudiantine ; rencontres très intéressantes. Nous sommes revenus avec deux informations encourageantes :

- La création d'un observatoire des libertés numériques par diverses associations dont, le syndicat des avocats de France, celui de la magistrature et la Ligue des droits de l'homme.
- Le fait que l'étude annuelle 2014 du Conseil d'Etat portera sur ce sujet : [technologies numérique, libertés et droits fondamentaux](#).

Manifestation co-organisée par le Club

17 février : **Les Etats-Unis entre suprématie et impuissance : quel impact pour l'Europe ?**

Après l'allocution de bienvenue de M. Alfred Siefert-Gaillardin, président de **France-Amériques, Jacques Andréani**, en présence d'une centaine de personnes et de Jim Bittermann, correspondant de CNN à Paris, a résumé l'essentiel du rapport sur « *Les Etats-Unis et le monde qui change* » qui, pour l'occasion, a été traduit en Anglais.

Il commence par l'analyse de la crise qui sévit depuis 2008. Cette crise a, selon Jacques Andréani, frappé « *un pays fragilisé par un double déficit, budgétaire et du commerce extérieur* » et « *fait particulièrement souffrir les classes moyennes et populaires déjà appauvries par la montée des inégalités* ». Elle a, à ses yeux, « *mis en lumière notamment la part disproportionnée occupée par l'industrie financière dans la distribution des profits ...* ». A ce sujet, Jacques Andréani ajoute que « *certaines économistes estiment que 35 à 40 % des profits générés par l'économie américaine vont aux banques et autres établissements financiers !* ». Cette crise a aussi, insiste-t-il, entraîné « *la perte ou l'affaiblissement de certaines des qualités qui ont contribué aux succès américains* ». Et de citer pêle-mêle « *la fameuse mobilité américaine qui diminue* », « *la foi en l'avenir du pays est écornée* », « *la vitalité démographique du pays en berne* », « *un certain cynisme mine l'attachement aux valeurs morales* ». Il note toutefois positivement « *la vigueur de la recherche scientifique* », « *la propension du capital à se porter sur les innovations* », « *la rapidité du passage de la découverte scientifique à sa mise en œuvre industrielle* » et enfin « *la capacité à imaginer et à développer les réseaux* » concluant cette énumération par le propos d'un des auteurs du rapport : « *dans une époque où le fonctionnement en réseaux domine tout, les États-Unis sont le "Hub" des Hubs c.-à-d. celui qui dans l'avenir est capable d'influencer tous les autres* ».

Après un long développement sur les années Bush fils, il revient à la situation intérieure. Les faiblesses intérieures des Etats-Unis sont, aux yeux de Jacques Andréani, les plus graves. Il souligne l'extrême « *polarisation de la vie politique américaine au sein des partis mais surtout entre les deux grands partis* ». « *L'extrémisme prospère sous le tonnerre de dollars déversés par les lobbies de tout genre* », déplore-t-il concluant que « *la montée des extrémismes affaiblit les intérêts des Etats-Unis, y compris à l'extérieur et qu'un pays désuni, sans confiance, ne peut donner confiance à l'extérieur* ».

Jim Bittermann estime, pour sa part, que la plupart des Américains progressistes souscriraient à la plupart des idées émises telles « *la réduction des inégalités, des interventions militaires plus judicieuses, un plus grand effort d'engagement vis-à-vis de l'extérieur, des comptes publics assainis, un système institutionnel moins cacophonique, une réduction de l'extrémisme ...* ». Il n'en demeure pas moins, assure-t-il, que « *certaines aspects de la situation intérieure américaine et notamment la montée du Tea Party se retrouvent aussi presque partout en Europe avec l'explosion des partis extrémistes* ». Quant à la désunion supposée de la société américaine, Jim Bittermann ne manque pas de renvoyer à « *la désunion de l'Europe des 28* » et à « *son incapacité à parler d'une seule voix dans les affaires internationales* ».

M. S. D.

11 mars : Soirée d'accueil des nouveaux membres

A l'initiative de **Jérôme Cazes**, Président, le Conseil d'administration du **Club** a organisé, le 11 mars, une soirée d'accueil conviviale pour les nouveaux membres. Le **Club** a en effet bénéficié d'un certain nombre d'arrivées spontanées, grâce à internet notamment, de nouveaux adhérents qui n'étaient pas parrainés par une personne susceptible de jouer ce rôle.

C'était également l'occasion de mieux faire connaissance avec des amis du **Club** conviés à cette occasion. Etaient notamment présents par ordre ... d'entrée en scène.

Yoann Pageaud, 21 ans, Etudiant en sciences biomédicales. Il est déjà engagé dans deux projets de recherche sur les cellules souches musculaires et les bactéries synthétiques. Il s'est étonné –sujet intéressant pour les vigilants – qu'aucun enseignement d'éthique ne soit plus dispensé dans sa faculté.

Vincent Ramette, 48 ans.

Juriste de formation, il est consultant en organisation et veille juridique. Son parcours professionnel l'a emmené jusqu'en Algérie notamment. Il sera intéressant d'avoir son avis sur l'évolution de ce pays. Au-delà Vincent s'intéresse beaucoup à l'art et aux rapports entre l'art et les sciences intérêt pour des domaines comme arts et sciences. Certains ont constaté, à cette occasion, qu'il y a bien longtemps qu'on n'a pas parlé d'art au club.

Gilles Schnebelen, 45 ans.

Gilles travaille pour Réseau Ferré de France, plus particulièrement sur l'immobilier. Il s'intéresse à la modélisation économique, à l'art, aux jardins aussi. Il est particulièrement sensible à l'intérêt du **Club** pour le long terme et trouve l'obsession du court terme désastreuse.

Jean-François David, 72 ans, ex IBM, enseignant, nous vient du groupe numérique, monté par Henri-Paul Soulodre. Il a d'ailleurs représenté le **Club** dans certains colloques sur ces sujets. C'est ce qui a fait que nous lui avons demandé d'adhérer. Il n'est pas sûr d'avoir vraiment sa place dans un Club qu'il ressent comme très tourné vers la géopolitique. Très actif, Jean-François s'intéresse aussi au « management transversal ». Il a lancé, sur ce thème, la revue [Transversus](#).

Nous devrions bientôt voir sur le site du **Club** deux vidéos de trois minutes dans lesquelles il clarifie les concepts, très à la mode, de procrastination et de serendipité.

Vincent Champain, 43 ans, a une riche carrière dans le public et dans le privé. Il a notamment été directeur de cabinet du secrétaire d'état à la Prospective ce qui lui a laissé un grand intérêt pour les horizons longs. Il co-préside [l'Observatoire du long terme](#) ce qui, évidemment, le rapproche des préoccupations du **Club**.

Bernard Biedermann, 64 ans, a fait une carrière dans l'informatique et les télécommunications (Bull, DEC, Orange...) mais il est aussi passionné d'économie grâce à sa rencontre avec Jean-Paul Fitoussi. (voir <http://theoreco.com>)

Clémence Pontuer, 30 ans, HEC, se remet en questions après quatre années passées chez Renault. En ce moment elle travaille, entre autres projets, sur une entreprise d'insertion qui aurait notamment vocation à récupérer pour les valoriser les tonnes de bois de l'ameublement des chambres d'étudiant du campus HEC !

Le long terme, le management alternatif mais aussi l'Afrique l'intéressent.

Claude Le Gal, est le secrétaire général du Club économique franco-allemand qui réunit 370 entreprises des deux pays. On entendra certainement beaucoup parler de l'importance de l'axe franco-allemand au cours du petit déjeuner avec Pascal Lamy le 24 avril.